



Mercredi 1^{er} mai 2024

Toutes et tous contre l'austérité, pour l'emploi, les salaires, les services publics, la protection sociale, les libertés et la paix juste et durable dans le monde

Le 1^{er} mai, journée internationale des travailleurs et travailleuses, se tient dans un contexte marqué par les guerres meurtrières, notamment en Ukraine et en Palestine. Nos organisations réaffirment leur engagement pour une paix juste et durable dans le cadre du droit international.

En France, tous les travailleur·euses soumis à une précarité accrue sont sous la menace d'un nouveau plan d'austérité à laquelle nos organisations appellent à s'opposer. Pour multiplier les cadeaux aux entreprises, le gouvernement annonce vouloir faire des milliards d'économies sur les politiques sociales et les services publics, la transition écologique ou en faisant les poches des chômeurs et chômeuses, de celles et ceux qui sont malades, ou encore en s'attaquant une nouvelle fois au Code du travail. Il poursuit sa politique au service des plus riches en distribuant de l'argent public aux entreprises privées sous forme d'exonérations de cotisations sociales encourageant les directions d'entreprises à maintenir des fiches de paie proches du SMIC. A l'image du SMIC, il faut, a minima, indexer les salaires, les pensions et le point d'indice sur les prix. **Il y a urgence d'augmenter les salaires et les retraites.**

Le gouvernement continue la casse des services publics sur un rythme accéléré. L'attaque massive contre l'école publique républicaine et laïque, par la poursuite des fermetures de classes et le « choc des savoirs », envisage un avenir de la jeunesse, en particulier populaire, qui sera celui de moins école, moins de culture et une mise au travail dès le plus jeune âge, à l'inverse de la démocratisation nécessaire de l'enseignement et de l'objectif de construction d'une culture commune de haut niveau pour toutes et tous, véritable ciment de la République attaquée de toutes parts. Les récentes déclarations sur le licenciement facilité des fonctionnaires, la remise en cause du recrutement par concours et la soi-disant rémunération au mérite laisse entrevoir l'objectif ultime de nos gouvernants : **la destruction du statut de fonctionnaire citoyen.**

**Rassemblement et Manifestation départementale
à Mende, à 10h30
Place Urbain V**